

## **Idéologie, médias, technologie**

(extrait de *L'ennemi à l'ère numérique*, Puf 2001)

[http://www.huyghe.fr/livre\\_6.htm](http://www.huyghe.fr/livre_6.htm)

" L'idéologie ... n'est pas une modalité du voir, mais une contrainte du faire. »

Régis Debray <sup>1</sup>

Les médias sont-ils des armes ? Les idéologies sont-elles leurs munitions ? On connaît l'antienne : "les médias diffusent l'idéologie dominante", ou sa version radicale chic : "les médias sont l'idéologie" (en séparant le récepteur de la réalité devenue spectacle, les médias instaurent une forme d'aliénation idéologique et de contrôle : tous passifs, tous hypnotisés). Qu'une idéologie dominante domine les médias ne surprend guère : sinon, on se demande où elle prédominerait. On imagine mal un monde où les moyens de communication ne reflètent pas un choix même indirect en faveur de croyances ou valeurs, politiques, éthiques, etc, généralement admises. Il y a nécessairement idéologies dominantes, si l'on entend par là le corpus de convictions que professent les membres influents de nos sociétés occidentales, les idées ou idéaux dans l'air du temps, les façons prégnantes d'évaluer les faits sociaux. L'important n'est pas tant que des idéologies dominent, mais surtout le fait qu'elles se concurrencent et comment certaines l'emportent.

### **De l'idéologie**

Définition libérale : l'idéologie, ce sont des fumées, des discours plus ou moins délirants sur la réalité. L'idéologie-utopie s'oppose alors au réalisme des gens raisonnables. Définition marxiste ou post-marxiste : l'idéologie est un reflet déformé de la réalité ou sa fausse conscience. Reflet parce que l'idéologie exprime des réalités et des relations entre les hommes. Déformé parce que chacun élabore des cadres d'explication suivant sa situation particulière, ses intérêts, notamment de classe. L'avantage de cette seconde définition est

---

<sup>1</sup> Régis Debray *Debord de loin*, Le Débat n° 85 Mai Août 1995

qu'elle permet à la fois de disqualifier l'idéologie de l'autre comme mystification et de l'expliquer comme symptôme, donc de gagner à tous les coups. L'idéologie est alors le contraire de la science vraie qui serait conscience globale.

On préférera ici une définition plus stratégique : il y a idéologie là où se heurtent des visions du monde qui sont autant de visées sur le monde. L'idéologie est un système de référence (tout ce qui advient doit rentrer dans ses cadres d'explication) et un moyen de mobiliser des énergies et d'agir sur la réalité (fut-ce pour l'empêcher de changer). C'est pourquoi le politique est son domaine naturel, mais les valeurs qu'elle exprime imprègnent diverses formes de la culture. Certes, tous nos systèmes mentaux ont une propension naturelle à se répandre et à se heurter à d'autres systèmes (ceci est vrai pour une théorie scientifique comme pour un style de versification), mais on peut qualifier de tels systèmes d'idéologiques quand ils deviennent croyance collective, et que leurs fonctions d'expansion et de combat se traduisent en mécanismes concrets et visent une incarnation tangible.

Les idéologies sont des discours sur les finalités. Ainsi, on peut dire que des idéologies prônent l'extension au reste de la planète de la démocratie libérale occidentale, du développement soutenable ou de l'Islam pur et dur. Mais ce sont aussi des discours sur les moyens. De même que toute doctrine religieuse soulève la question des " bonnes " formes de propagation, images licites, organisation ecclésiale, écrits canoniques..., de même les idéologies prononcent un jugement sur les instruments d'action propres à assurer leur triomphe : médias et armes. Rien d'étonnant à ce qu'il y ait un discours des Lumières sur l'imprimerie civilisatrice, un discours nationaliste sur la guerre régénératrice ou un discours libéral sur l'extension des réseaux et la globalité.

Ce qui se produit aujourd'hui va bien au-delà. Le discours sur l'impact de nouvelles technologies de communication est devenu le principal corpus d'idées de notre post-modernité. Des systèmes de pensées structurés les considèrent tout à la fois comme des idéaux, des possibilités concrètes, et des lois ou promesses de l'histoire. Ces thèmes nourrissent aussi une vulgate qui emplit les revues pour cadres pressés ou inspire des pubs et

qui ressasse le même vocabulaire : immatériel, nomadisme, renouvellement, globalité, individualité...

Idéologie ? Utopie<sup>2</sup> ? Mystique, peut-être, puisque certains apologistes du nouveau (nouvelle économie, nouvelles technologies, nouvelle société de l'information, nouvelle civilisation, etc.) n'hésitent pas à se référer au zen, à Teilhard de Chardin, à la philosophie New Age, aux gnoses ou aux prophètes pour exalter la dimension spirituelle des changements qui s'amorcent dans le cyberspace<sup>3</sup>. Dans tous les cas, une des principales lignes de fracture idéologique est déterminée par les jugements sur le monde qui doit, peut ou risque de naître des changements technologiques. On se déchire sur leur bon ou leur mauvais usage, leur logique ou leur fatalité. Le discours hyper optimiste prédomine, il décrit nos moyens techniques comme révélateurs de finalités insoupçonnées.

Il est trop facile de considérer (ou de déconsidérer) ces convictions comme des espérances niaises que démentira la complexité du réel, ou comme un voile d'illusion grâce auquel les maîtres du monde persuaderaient les foules. Ces théories qui suscitent des contre-idéologies virulentes sont, pour ceux qui les professent, à la fois le stimulant, l'auto-justification, une espérance sincère, le camouflage d'intérêts, un cadre pour expliquer la réalité, un ciment et une raison de lutter contre l'archaïsme et le tribalisme qui s'opposent à leur triomphe. Ni naïveté, ni complot, l'idéologie est une force stratégique. Elle sépare des camps, inflige des dommages et procure des avantages. Que les nouvelles idéologies se présentent comme des pensées de la fatalité maîtrisée (c'est-à-dire comme programmes pour tirer le meilleur de moyens technologiques et de s'adapter à une évolution inéluctable). Qu'elles considèrent toute forme d'opposition intellectuelle comme symptômes de déficience (rigidité, incompréhension de la modernité), bref retard plutôt que crime. Tout cela ne change rien à l'affaire.

---

<sup>2</sup> Ainsi, les Japonais parlent volontiers d'une « utopie informationnelle » (voir Ozzaki Takeshi, article du Nihon Shimbun reproduit dans *Courrier International* n° 195, Juillet 1994)

<sup>3</sup> Le dernier ouvrage de Philippe Breton (*Le culte de l'Internet Une menace pour le lien social ?*, Paris, la Découverte 2000) décrit plus en détail les composantes de cette nouvelle religiosité (p.75 et sq.). L'auteur n'hésite pas à parler des « fondamentalistes d'Internet ».

## Humanistes ronchons contre technophiles béats

Jamais autant que dans notre société qui s'auto-analyse sans relâche, on n'a réfléchi sur l'impact social et culturel de l'innovation. Successivement l'ordinateur, la télématique, le multimédia, Internet ont engendré des théories et des rapports sur la révolution de la cybernétique ou de l'intelligence, l'informatisation de la société, l'homme numérique ou l'homme symbiotique, les chocs et défis du futur et de l'informatique, l'entrée de la France ou de l'Europe dans l'ère de l'information, les inforoutes, la société en réseaux, la cyberculture, etc... Ces textes mettent en scène le changement technique avec ses "possibilités" et "dangers", le milieu social et culturel avec ses "demandes" et son "retard" plus un héros de l'histoire, État, entreprise du futur, qui doit maîtriser le changement au nom de finalités humanistes, tandis que le milieu s'adaptera<sup>4</sup>.

Face à cela, un contre-discours reproche aux optimistes de confondre moyens et fins, outils de la communication et communication. Au pire, elle les accuse d'occulter les dangers des technologies de l'information : perte de réalité, accidents, manipulations, contrôle des esprits, inégalités, etc. , bref un imaginaire terrifiant entre le totalitarisme dur, un *Big Brother* omniscient et manipulateur, et un ahurissement doux, dans le meilleur des mondes spectaculaires.

Ces idées pourraient bien témoigner des obsessions d'une élite pressée de voir se réaliser toutes les merveilles nées de l'économie de l'immatériel ou des inforoutes malgré le « retard des mentalités »<sup>5</sup> ou le risque de « fracture numérique »<sup>6</sup>, et soucieuse d'asseoir son prestige sur les tendances dominantes, sens de l'histoire revu par Microsoft.

---

<sup>4</sup> Par exemple *Rapport sur l'Europe et la société de l'information planétaire*, 1994, Office des publications européennes (connu comme rapport Bangemann), Ou encore Rapport de Gérard Théry *Les autoroutes de l'information*, rapport au Premier ministre 1994., Rapport au Sénat, 1995, *Les autoroutes de l'information et la mise en place d'une industrie globale de l'information aux Etats-Unis*, Rapport remis au Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire et au Ministre des PME et du Développement, etc. La prochaine discussion d'une grande loi sur la société de l'information, qui se discutera sans doute au moment où ce livre sera en librairie sera sans doute l'occasion de nouvelles productions.

<sup>5</sup> Voir le dossier sur le « retard français » dans le numéro 7 des Cahiers de médiologie.l

<sup>6</sup> Le Monde Interactif du 19 Septembre 2000, en particulier « La fracture numérique est un slogan politique » interview de Philippe Quéau et le dossier du Monde Interactif du 9 Janvier 2001

Umberto Eco, dans les années 60, distinguait entre les “apocalyptiques” qui voyaient dans les médias des instruments tout puissants d’aliénation des masses et les “intégrés” qui plaidaient au contraire pour leur innocuité ou leur valeur démocratique. Désormais, mieux vaudrait parler de la lutte des utopistes et des catastrophistes car les deux camps s’affrontent sur l’interprétation de changements encore à venir et sur les conséquences sociales, économiques, politiques, culturelles des technologies souvent balbutiantes, quand ce n’est d’inventions encore à réaliser.

Un point d’accord : les nouvelles technologies ont des effets (culturels, politiques, économiques, etc.) dans nos relations avec le temps, l’espace, le savoir et le pouvoir.

Certes, ceci vaut de tout temps et pour tout nouveau média au sens large. Nos moyens de transmettre ou de transporter changent notre notion du temps : certaines traces sont conservées plus longtemps, certaines activités deviennent plus ou moins rapides, des rythmes de la vie sociale changent. Les médias modifient notre perception de l’espace (ce que l’on peut savoir ou faire, jusqu’à quelle distance, sur quel territoire on peut diffuser tel message, loi, ordre, se représenter sa place dans le monde), notre mode de connaissance (quelles données ou informations conserver, vérifier, croire, autoriser, reproduire, contredire, diffuser) et enfin nos rapports de pouvoirs (certains en gagnent, d’autres en perdent en fonction de leur place dans la circulation réorganisée de l’information, etc...).

Pour les utopistes, le numérique nous libère des anciennes limites qu’imposaient rareté des savoirs ou des messages, pesanteur des traces, difficultés de la communication... Pour les catastrophistes, ce sont autant de soumissions que d’être ainsi livrés aux artifices d’un univers virtuel, intangible, incontrôlable, envahissant, trompeur, inauthentique. L’un pense possibilités, l’autre, perte. Le premiers accès et transparence, le second, déshumanisation et égarement.

L’opposition est totale, quand il est question du temps, ce paradoxal “temps réel” qui a instauré le règne du tout, tout de suite. Délai zéro est le mot d’ordre du cybermonde : là, s’accumulent des archives de messages, sons et images consultables au gré des navigations

virtuelles et non plus selon l'ordre des médias de masse. Interprétation utopiste : c'est du délai et de l'attente que nous sommes délivrés, l'accélération générale des communications rationalise nos activités sociales. Il n'est plus besoin de faire tous, les mêmes choses, au même moment. D'où une liberté nouvelle pour l'individu affranchi de l'horloge. Le temps "live" et mondial instaure le rythme des flux instantanés de capitaux, de signaux.

Et c'est précisément le délai voué à l'assimilation et à la réflexion, que réclament les critiques : temps de la culture et de la mémoire, temps du citoyen, non du sondé ou du consommateur, mais du membre d'une communauté qui se pense dans l'histoire. Les catastrophistes arguent aussi les inégalités qui se créent entre inforiches et infopauvres. Les premiers s'installent déjà dans le rythme mondialisé instantané des réseaux, et les infopauvres, laissés pour compte de la technologie sont disqualifiés. La hiérarchie des rapides et des lents, des modernes et des anciens refléterait finalement celle des dominants et des dominés, voire la coupure entre le Nord et le Sud...

Les effets dans l'espace, que suggèrent les métaphores du cybermonde et de la navigation, sont plus évidents encore avec les thèmes de la globalisation, voire du village électronique global. Le cybernaute se sent dispensé de la nécessité du trajet, éprouvant une impression d'ubiquité, voire d'omniprésence et d'omniscience. Cette performance a beau requérir des infrastructures très tangibles, comme des fibres optiques, dont la répartition géographique est tout sauf égale, l'illusion de se jouer de l'espace physique est invincible. Cela nourrit les discours célébrant un monde politique sans frontière, plus proche de chacun, plus solidaire, plus harmonieux, et un nomadisme généralisé. Autrefois prisonnier de la glèbe, puis de la ville industrielle, l'homme serait désormais libre d'être partout chez soi. D'autres parlent d'un marché parfait où l'offre et la demande se rencontreraient dans des conditions idéales. D'autres enfin s'émerveillent des transformations quotidiennes que permettront le télétravail, le téléapprentissage et ce qu'il est convenu d'appeler le téléagir. Ce serait la fin des concentrations urbaines inutiles, des déplacements polluants et longs ; ce serait la possibilité

pour chacun d'accéder à l'objet de son désir ou de son activité d'où qu'il soit : décentralisation, globalisation et harmonie.

À rebours, le catastrophiste éprouve cette perception de l'espace comme une désorientation : un État sans frontières donc incapable de protéger les siens, le champ laissé libre aux féodalités financières mondiales et aux grandes technostructures, une délocalisation des activités qui favorise les plus puissants, un citoyen détaché de son territoire et réduit à son rôle de consommateur, voire la disparition de l'univers familial et du corps réel au profit des fantasmagories du virtuel. S'ajoute même au tableau la menace d'un accident généralisé : dans le cyberspace, le désordre, la catastrophe informatique désorganisatrice pourraient se propager de manière épidémique pour et par la technique.

Les effets des nouvelles technologies sur notre savoir ne sont pas moins disputés. D'un côté, l'espérance de rendre toute l'intelligence et toute la connaissance du monde accessible en tout point, et que chacun puisse apporter sa contribution, et par l'interconnexion entre des millions d'ordinateurs, à la fois bases de données et producteurs de messages. Du coup, on envisage l'émergence d'une intelligence collective ou connective<sup>7</sup>, la transformation du réseau en une sorte de cerveau commun, organe métaphorique d'une humanité dont nous serions les cellules nerveuses et dont le réseau créerait les innombrables synapses. L'individu serait protégé par le cocon de sa sphère privée, ainsi relié au monde entier, il échapperait à la contrainte des institutions de savoir.

C'est précisément là que les catastrophistes voient le péril : ils opposent, le savoir et l'information. Savoir, c'est assimiler, intégrer, construire, trouver son propre sens et non pas accumuler une surinformation inutile. Assimiler est un processus long, qui demande temps et effort, distance. Une cyberculture en miettes faite de fragments assemblés sans hiérarchie, sans capacité d'éliminer, les redondances ou le bruit, leur apparaît comme le contraire d'une culture véritable, le fourrier du conformisme plus qu'un stimulant de l'intelligence.

---

<sup>7</sup> Le première notion est due à Pierre Lévy, la seconde à Derrick de Kerkhove.

De fait, dans le cyberspace, le pratiquant a plutôt l'impression que la mauvaise information chasse la bonne, que le banal étouffe le significatif, que la multiplication des commutations équivaut à la prolifération des soliloques, bref que plus c'est disponible, plus c'est prévisible et que plus on peut s'informer moins on en sait vraiment.

Autour du thème du pouvoir se cristallise l'opposition la plus tranchée. Les optimistes prônent la structure changeante, réticulaire, incontrôlable du cybermonde contre les pyramides de la hiérarchie, l'autorité, et la communication venue d'en haut. Ils célèbrent la nouvelle agora électronique déjà baptisée cyberdémocratie, pendant politique d'une économie de l'immatériel : toute l'information est à la portée de tous. Plus de technocratie qui puisse la monopoliser, plus de censure capable de borner l'expression des citoyens. La participation directe à la décision politique sous forme d'un vote électronique, court-circuite les systèmes représentatifs et leurs lenteurs. Le citoyen idéal n'est plus soumis à la langue sans réponse des médias et des institutions, mais devient émetteur de messages, capable avec des outils simples, un ordinateur et une ligne téléphonique de faire connaître son point de vue à la planète entière. Son point de vue ou celui de sa communauté, car la cybermonde favorise les rassemblements virtuels d'individus qui décident de leur appartenance, se regroupent par passions et choix de vie. Et bien sûr, ces communautés virtuelles entendent échapper à l'autorité de l'État-Nation, comme à ses frontières.

Le même processus redéfinit le pouvoir économique. L'entreprise virtuelle, à la fois mondialisée et décentralisée, éclatée par la multiplication du télétravail vit à la vitesse de rotation de son capital intellectuel et fonctionne en réseau. Le tableau s'oppose point par point à la conception traditionnelle où des hommes disciplinés rassemblés en des lieux et des moments appropriés se colletent à la matière, répétant les gestes appris, tandis que les autres les dirigent et conçoivent..

Riposte des catastrophistes : le cybermonde est celui de l'inégalité. Sa prétendue loi du partage universel dissimule l'échange marchand planétaire. La fin de la souveraineté étatique implique la fin des protections qui favorisaient les plus faibles. L'autorité qui



s'exercera au nom de la logique technique, de la force des choses ou des nécessités économiques, sera plus redoutable que celle de l'État-Nation. La perte des médiations politiques aggravera la perte de l'espace public de délibération et de formation de l'opinion : ce sera non pas une démocratie directe, vieux rêve enfin techniquement réalisable mais le retrait sur la sphère privée, la passivité, une citoyenneté réduite à une pure réactivité.

### **Entre vidéo et cybersphère**

Pour éviter le Charybde utopique et le Sylla catastrophiste, il faut commencer par relativiser leurs effets supposés. Dans les deux cas évoqués précédemment la radicalité du changement n'a d'égal que son universalité : un monde se substitue à un autre. À la logique du tout ou rien s'oppose la relativité des périodes : les taux de progression fabuleux d'Internet s'insèrent dans un environnement où la moitié des hommes n'ont jamais passé un coup de téléphone. La difficulté est toujours de penser ce milieu où certains vivront comme au XXI<sup>e</sup> siècle et d'autres comme au XV<sup>e</sup>, où Internet ne détruira pas le monde des mass media, ni ceux-ci celui du livre, mais où les trois cohabiteront dans de nouvelles relations de hiérarchie et d'interaction. Un monde où se chahutent le temps du changement technique, celui de l'action politique, celui des tendances lourdes démographiques et économiques et celui des cultures et mentalités. Faute de comprendre ce processus entre ces temps, les anticipations sont régulièrement contredites par retard de la conquête spatiale ou de l'équipement domotique, par le retour de l'islam ou des nationalismes, ou par l'effondrement du bloc soviétique. Les futurologues sous-estiment les contradictions entre ordre technique, ordre culturel et ordre politique et ne pensent la technologie que comme une force qui se réalisera nécessairement, les changements sociaux se contentant de "suivre" avec plus ou moins de retard la direction indiquée.

Plus simplement, il faut rappeler que les NTIC ont un coût : coût de l'appareillage bien sûr, et tous ne sont pas en mesure de se l'offrir même dans les pays industrialisés, coût

social et culturel, celui de l'investissement de temps, d'apprentissage, des changements d'habitude que doit consentir le pratiquant et que tous ne peuvent ni ne veulent nécessairement faire, coût collectif, enfin : la fameuse économie de l'information, qui consisterait à échanger des bits d'information et non à produire des atomes de matière repose sur l'infrastructure de pays ayant vécu les révolutions industrielles. Avant d'accéder au cybermonde pour y produire, y commercer, s'y instruire, s'y distraire, il faut hériter d'un État solide avec ses lignes téléphoniques, ses investissements publics, ses routes, ses usines pour fabriquer le matériel informatique, ses réseaux pour le distribuer, ses agences de presse, ses tribunaux, etc. et toutes sortes de richesses ou institutions qui n'ont rien d'immatériel. L'économie de l'immatériel ou la cyberculture reposent d'abord sur une ancienne et solide infrastructure.

Les effets des NTIC sur nos rapports avec l'espace ne peuvent non plus se résumer aux slogans de la mondialisation ou de la globalisation. Là aussi, coexistent plusieurs espaces. La circulation des bits d'information sur les ondes et les réseaux ne diminue en rien le transport des choses et des gens. Tout au contraire : plus on se connecte, plus on se déplace. Si le télétravail, la téléconférence existent, leur ampleur déçoit toujours le mythe de l'abolition de l'espace réservé au travail ou à l'enseignement tel qu'on l'annonce depuis les années 1900 (on rêvait alors de tout faire à domicile par téléphone et pneumatique) reste une espérance. Et les pionniers des nouvelles technologies qui éprouvent le besoin de se concentrer dans la Silicon Valley, dans les mégapoles de la côte ouest, au cœur de l'empire américain sont certainement les derniers à pouvoir prétendre que les notions d'économie-monde ou de centre et périphérie soient obsolètes. Une fois encore, notre destin reste lié à celui de territoires qui sont la coïncidence d'un espace symbolique et d'un espace physique.

Les procédures d'acquisition, conservation ou légitimation des savoirs par les hypermédias sont tout aussi ambivalentes. Une culture peut-elle se définir uniquement par un mode de traitement symbolique, par une possibilité toute théorique de tout conserver, tout consulter ? La culture, en quelque sens qu'on prenne ce terme, humaniste, ethnologique,

identitaire, sert aussi à oublier, à rejeter dans l'insignifiant ou dans l'inacceptable. Pour se perpétuer, elle choisit ce qui sera transmissible entre tout ce qui est accessible. Elle fixe une limite entre un trop de stimulation et un trop de répétition.

On verra plutôt cohabiter des cultures tribales, identitaires dans lesquels les individus décident de se reconnaître. Restera le besoin de références communes et ces références ne pourront être produites dans le cybermonde. Plus simplement : Internet permet aux fanatiques du zen, des Harley Davidson, de la pensée de Chomsky ou de la protection de l'Amazonie de former des communautés virtuelles avec leurs codes et leurs valeurs. Encore faut-il qu'il y ait dans le "vrai monde" des journaux, des livres, des campagnes de presse, des institutions pour que les tribus puissent connaître ne serait-ce que l'existence de l'objet de leur passion et encore faut-il qu'ils se réfèrent à une opinion existante, à des débats reflétés par les médias classiques, etc.

Si l'on pense le phénomène en termes de connaissance pure, nous vivons la conjonction de deux tendances. Il y a d'abord l'augmentation quantitative prodigieuse de l'information produite. On sait qu'il s'imprime par jour 20 millions de mots d'information technique. Une récente étude de l'Université de Berkeley estimait qu'il se produisait dans le monde deux « exabytes » d'information originale mémorisée par an, soit un milliard de fois un milliard de bits<sup>8</sup>. Cette addition qui inclut aussi bien le million de livres produits chaque année que les 80 milliards de photos ou les 4250 films (sur support chimique), malgré son côté addition de pommes et de poires, donne au moins un ordre d'idées. Le second phénomène est la facilité d'accès ou de reproduction de l'information. Concrètement, cela implique que la question du savoir renvoie à celle du pouvoir : celui du contrôle et de la commutation, de la sélection et du choix moyens et critères de présentation, indexation, diffusion, etc. de la connaissance. La quantité fabuleuse d'informations disponibles renforce le pouvoir de diriger l'attention dont nous avons parlé au chapitre II.

---

<sup>8</sup> *The Economist* du 19 Octobre 2000

Dans le même temps, nous commençons à réaliser qu'un des principaux problèmes qui nous attend sera l'archivage. La conservation d'abord : la faible durée de vie des supports, par exemple la fragilité des disques numériques, pose maintenant la question de l'amnésie numérique. Comme le note Annick Rivoire « Alors que nous pouvons toujours déchiffrer les manuscrits de la mer Morte, certains disques optiques sur lesquels les bibliothèques avaient commencé d'archiver notre patrimoine sont devenus illisibles »<sup>9</sup> De surcroît, des documents utilisant des machines et des systèmes d'exploitation anciens seront bientôt frappés d'obsolescence faute des instruments nécessaires pour les consulter<sup>10</sup>. Ajoutons l'absence effective de système de dépôt légal ou d'archivage du Web<sup>11</sup>. Ajoutons que la « durée de vie » moyenne d'une page sur la toile est de soixante-quinze jours. Ajoutons que, selon, les recherches les plus récentes<sup>12</sup>, pour un milliard de pages Web archivées par les outils de recherche classique, il en existerait 400 à 550 milliards, qui échappent totalement aux robots d'indexation et ne sont donc connus que des initiés. Et nous concluons que véritablement, le pouvoir réside dans la sélection et la maîtrise de la métainformation.

Sur la question du pouvoir, justement, pas besoin d'être grand politologue pour constater à quels besoins identitaires, à quelle demande de retour vers des communautés ethniques, religieuses, culturelles, locales se heurte le projet de l'universalité technique. Pas besoin d'être très subtil pour se douter que le modèle de la gestion en réseau, de la résolution collective des problèmes ou de meilleure expression de chacun ne fait que déplacer les sources de pouvoir. Autrement dit, les nouvelles technologies n'unifient le monde ni horizontalement (en supprimant les conflits entre groupes), ni verticalement (en transformant l'exercice du pouvoir en une gestion rationnelle de « demandes »).

---

<sup>9</sup> In document « Les quarante chantiers du siècle » sur <http://www.liberation.com>

<sup>10</sup> Sauf à supposer que l'on réparera perpétuellement des engins de musée, il faudra bien, vu le taux de renouvellement effrayant des appareils et standards, envisager une gigantesque migration numérique du support le plus ancien au support le plus nouveau

<sup>11</sup> Sauf des exceptions remarquables comme Internet Archive, un organisme qui a collecté un milliard de pages Web depuis 1996.

<sup>12</sup> Voir le compte rendu des travaux de la société Bright Planet dans *500 milliards de pages oubliées dans les abysses du Web* In libération « Quarante chantiers du siècle » précité.

Dans tous les cas, elles favorisent de nouvelles élites dirigeantes économiques, politiques, habiles à saisir les mouvements d'innovation, capables de distinguer les "bonnes données" dans le flux de la surinformation ou de gérer leur image, habitées par une confiance sans faille dans la technique, dans les valeurs de la modernité, certaines d'être l'avant-garde d'une révolution sans violence. Certains parlent même d'une nouvelle classe ou hyper classe.

Au seuil des années 90, au moment où l'impact de l'informatique sur l'économie et la société devient un lieu commun, Robert Reich essayiste et ministre de Clinton, prédit la montée d'une classe qu'il nomme celle des analystes symboliques ou manipulateurs de symboles. Ingénieurs, scientifiques, avocats, journalistes, consultants, plus riche de capital intellectuel et de capacité d'adaptation que d'un héritage ou d'une haute position dans la technostructure bureaucratique, les travailleurs de l'esprit formeraient la couche supérieure, 20 % de la population environ. Elle s'opposerait à la grande classe moyenne des « travailleurs routiniers » et à celle des employés voués aux services, aux personnes, aux petits boulots, pour ne pas dire les nouveaux serviteurs. Après lui, bien d'autres s'attacheront à définir une néo-bourgeoisie qui n'aura rien à voir avec celle des héritiers et des positions stables. Elle serait caractérisée par son goût du mouvement géographique, intellectuel, financier, professionnel et sa rapidité d'adaptation, elle se concentrerait dans les métiers de la finance, de la communication, des technologies de pointe. Plutôt qu'à créer des richesses concrètes ou des modèles culturels durables, cette élite est prompte à anticiper les nouveaux courants qu'il s'agisse de ceux de la Bourse, de la Toile, de la mode, des idées, de la technoscience.

Le fait que les nouvelles technologies de l'information soient censées libérer l'utilisateur des contraintes de l'espace et du temps (par un accès instantané à toutes les ressources et archives) se reflète dans la façon dont les élites se sentent libérées des frontières du lieu et de la durée. Elles se détachent de toute solidarité territoriale (avec ceux qui sont nés sur la même terre, sont soumis aux mêmes autorités et institutions) parce que le territoire ne signifie plus rien pour ces globaux. Et elle se sent affranchie de toute continuité dans le temps : le passé est vécu, comme le dit Finkelkraut, avec « ingratitude », comme un ensemble

de vieilleries curieuses ou occasion de repentance. Quant au futur, loin de tout projet pour les générations suivantes, il est éprouvé comme une perpétuelle prolongation du mouvement pour le mouvement. Les mémoires collectives sont assimilées à des stocks de données se prêtant à navigation exploratoire et bricolage postmoderne. Le pouvoir n'apparaît plus comme contrainte disciplinaire mais comme contrôle, régulation opérée par les commutateurs aux points les plus innervés du réseau.

### **Hostilité zéro**

L'apologie des quatre D, de l'espace déterritorialisé, du temps désynchronisé, du savoir digitalisé et du pouvoir dématérialisé, bref ce qu'il est convenu d'appeler « idéologie de la communication » appelle un complément, une vision de la guerre et de la violence. Dès 1990 Gianni Vattimo annonçait combien l'imaginaire de la société de communication et celui de la paix perpétuelle se rejoignent : « une société transparente qui, par la liquidation des obstacles et des opacités... parvient à réduire radicalement les motifs de conflit. »<sup>13</sup> Le projet d'éliminer cet aléa suprême qu'est la guerre, identifiée à une honteuse survivance de l'ère pré-numérique, s'inscrit dans cette logique.

Au départ, deux évidences : nous (nous, occidentaux contemporains) n'avons plus d'ennemis – nous considérons la préservation de la vie comme la plus haute valeur. Ces banalités auraient été inimaginables pour les générations qui nous précédaient. Soit donc un fait de croyance : l'élimination de la violence est considérée désormais comme la finalité même de notre système politique, voire comme un proche objectif.

Quitte à paraître cynique, il faut rappeler qu'une des plus anciennes fonctions de l'idéologie est de convaincre des gens de mourir et de tuer. L'étonnante propension de notre espèce à accepter plus que la servitude volontaire, la mort volontaire au nom d'abstractions et

---

<sup>13</sup> Vattimo G. *La société transparente*, Paris Desclées de Brouwer, 1990.

symboles doit aussi rencontrer un discours qui l'oriente. Il n'y a d'État ou de tyran assez puissants pour en faire l'économie. Ce discours doit être rationnel par rapport à ses présupposés, fussent-ils la nature divine de pharaon ou le besoin de fournir les flots de sang nécessaires aux dieux aztèques. Pas d'armée même composée de techniciens qui n'ait besoin d'expliquer pourquoi sa cause est juste. Les guerres entre États-Nations ont souvent recouru à la rhétorique de la guerre pour la paix. Les initiatives militaires sont présentées soit comme des actes de légitime défense, soit justifiées au nom d'un principe universel. Les guerres se mènent contre le principe générateur de guerres qu'il se nomme tyrannie, impérialisme, obscurantisme...

Or, depuis la chute du communisme et la disparition de la menace principale, les interventions de troupes occidentales se sont réclamées de deux principes : l'économie de la souffrance et la sanction.

L'économie de la souffrance ? Traduisons : toute guerre devient une équation dont le résultat ne saurait être un gain ou un bien, mais la diminution d'un mal. Traduction de la traduction : on ne fait plus la guerre que pour éviter des morts, et d'ailleurs ce n'est plus la guerre, c'est une intervention. Ce qui, soit dit en passant, implique qu'on ne puisse pas faire la paix non plus, puisqu'il n'y a pas eu ni guerre déclarée, ni litige entre puissances qui puisse se négocier ou se résoudre par la victoire. Il y a une urgence, une situation intolérable à faire cesser : exactions d'un blanchisseur de coke panaméen ou d'un purificateur ethnique, tentative de génocide ou début de famine. L'intervention est menée au nom de l'humanité souffrant en chacun de ses membres (et souffrant concrètement, par les corps martyrisés). L'opération baptisée « maintien ou de restauration » de la paix vise à un retour à la normale. Elle est la mise en œuvre exceptionnelle de moyens exceptionnels destinés à mettre fin à une situation de gravité tout aussi exceptionnelle. L'inacceptable, c'est l'intolérable (la vision d'horreur apportée par les médias) plus l'incontestable (l'unanimité médiatico-politique du constat).

Corollaire : l'économie de sang. Perdre le moins de vies possible devient un critère décisif. La technique, celle des armes hyper sophistiquées le permet et l'éthique, celle des motivations morales, l'exige. D'abord d'économiser le sang des siens. Ici jouent des raisons cyniques (chaque soldat est désormais un professionnel coûteux et bien formé, et non plus de la chair à canon), raisons morales (désir sincère de préserver la vie humaine) et raisons médiatiques (le Vietnam a montré combien il était fâcheux que l'opinion constate que ses soldats meurent aussi).

L'option zéro-mort va de pair avec l'option zéro-risque typique de nos sociétés obsédées par l'accident, l'épidémie, la santé. Non sans succès : il est maintenant normal que les pertes soient plus élevées à l'entraînement qu'en opérations. Jean Baudrillard avait malicieusement fait remarquer que, pendant la guerre du Golfe, le taux de mortalité des soldats américains avait diminué par rapport aux probabilités statistiques pour la même classe d'âge. Explication : les jeunes gens qui étaient tranquilles et bien encadrés sur le front ne couraient pas les risques auxquels sont soumis les civils de leur âge : accidents de voiture, overdose, suicide, criminalité, etc... L'économie du sang, celui des civils et autres collatéraux, n'importe pas moins. C'est un paradoxe, si l'on songe que la tendance lourde de la guerre moderne la rend de plus en plus dangereuse pour les civils, à mesure que se disperse le champ des opérations. Même l'économie de la vie adverse est un élément crucial. Plus on pratique le *one-sided-killing*, la mort d'un seul côté, plus il faut que la vision soit également *one-sided*. Au final, la guerre moderne évacue la notion d'ennemi au profit de celle de criminel. Si bien qu'on ne sait plus si tout ennemi politique est un criminel ou si tout criminel politique, un ennemi.

Le second principe que nous avons évoqué, celui de la sanction, postule un bouleversement du statut de la guerre, au moins autant que de sa forme. Elle n'est plus un recours à des moyens extrêmes destiné à trancher entre deux volontés politiques contradictoires, mais le moyen de rétablir une loi préexistante : de la conquête à la contrainte. Non plus lutte pour une autre norme politique ou juridique mais respect d'une Loi intangible



et préexistante, celle de l'humanité tout entière. Non plus opposition symétrique de deux violences monopolisées par des États et dirigées vers d'autres États, mais victoire d'une violence nécessaire et mesurée sur une violence bestiale et sans limites. La guerre devient science de l'administration des peines, donc de leur gradation : ainsi, la sanction économique qui était longtemps un simple complément de la guerre classique en devient un substitut. Des formes, limitées d'usage de la force (raid aérien, bombardement) redonnent une nouvelle jeunesse à la vieille politique de la canonnière : tirer quelques obus sur un sultan ou un roitelet pour lui faire entrer la raison dans la tête. La violence imparable du fort au faible implique toute une gamme de contraintes et de substituts à la vraie guerre.

Préventive (empêcher le criminel de persévérer) ou dissuasive (le châtier afin que son exemple ne soit pas imité), la punition s'applique au nom de l'humanité à celui qui s'exclut de l'humanité par son crime. C'est nécessairement un dictateur coupable, hystérisé, hitlérisé par les médias, non un peuple forcément égaré. Le droit de tuer sans crime a été transféré à l'humanité ou à ses représentants accrédités. De ce fait, il n'existe plus de stade supportable, non barbare, non exceptionnel de l'usage de la force létale, bref plus de " bonnes " guerres conformes au droit de la guerre, mais uniquement des crimes planétaires et des châtiments universels.

L'idéologie du zéro-crime, zéro-mort soulève deux paradoxes stratégiques.

La force de la vertu rend singulièrement fragile la vertu de la force. On a pu constater au Liban et en Somalie que plus les États-Unis sont puissants, plus ils sont vulnérables devant la perte de quelques hommes dans un attentat suicide ou un cafouillage policier. L'affirmation spectaculaire de l'efficacité des armées occidentales ouvre la voie à d'autres stratégies du faible : terrorisme, prise d'otage, mais aussi déstabilisation. Quand " il faut sauver le soldat Ryan " à tout prix, les partisans du zéro-victime s'exposent à tous les chantages.

Second paradoxe, le refus d'avoir des ennemis relatifs oblige à combattre toujours un ennemi absolu, un criminel total, un Saddam Hitler ou un Milosevic génocidaire. L'idée que l'unification économique et technique du globe doit se parachever par son unification politique et éthique, bref, le triomphe de la vertu suppose l'unicité du monstre qui se répète d'avatar en avatar, de génocide au Rwanda en purification ethnique en Bosnie, etc. Nos perpétuels " plus jamais ça." remplacent le slogan de la "der des der". Un monde de sauveteurs et de victimes est aussi un monde où resurgit toujours le monstre, où le monstre est peut-être nécessaire, attendu et secrètement souhaité comme on attend les Tartares venus du désert dans le roman de Dino Buzzati.

### **Quand la guerre c'est la paix**

La société en réseaux et la planète sans guerre, l'ordre mondial et la fin de l'histoire ne peuvent se penser séparément. Les utopies se réclament des mêmes valeurs : individualisme, refus du tragique et de l'antagonisme, confiance en une « administration des choses » et en l'unification des hommes grâce à la technique.

Mais ces idéologies convergent aussi quant à leurs fins. Vision « morale » de la guerre (droit d'intervention, contention de la violence mondiale, guerre humanitaire propre.), doctrines militaires (RMA et *infowar*), théories technoptimistes de l'histoire (passage à l'ère de l'information et à la société des réseaux), et ce qu'il faut bien appeler impérialisme (mission de sauver la planète confiée aux USA en tant que société la plus avancée) pourraient être promis à une grande influence.

Ainsi, avec une franchise qui les a toujours caractérisés, les futurologues Alvin et Heidi Toffler expliquent que les prochains conflits pourraient bien opposer non pas des « civilisations », comme le croit Samuel Huntington, mais des sociétés « de troisième vague » face à des sociétés de première ou de seconde vague, c'est-à-dire des sociétés de l'information à des sociétés encore agraires ou industrielles. Le passage à l'ère de la

communication s'accompagnerait donc d'inévitables soubresauts avant que ne triomphe le nouveau sens de l'histoire.

D'autres prônent une « noopolitique »<sup>14</sup> : une conduite en matière de politique étrangère et de stratégie adoptée à l'ère de l'information. Il devrait mettre en valeur la mise en forme et le partage des idées, des valeurs, des normes, des lois et de la morale au moyen du "pouvoir doux."<sup>15</sup> Le *soft-power* est un nouveau concept qui se répand dans la pensée politique américaine et dont voici la définition suivant J.S. Nye : « C'est la capacité à réaliser des objectifs désirés en matière de relations internationales à travers la séduction plutôt que la coercition. C'est s'employer à convaincre les autres de suivre, ou les amener à accepter les normes et institutions qui produisent le comportement désiré. »<sup>1</sup>.

Plus explicite encore : dans le cadre d'une opposition fantasmatique sociétés ouvertes contre-sociétés fermées<sup>16</sup>, l'expansion des hypermédias et de leurs effets culturels devient l'objectif crucial d'une grande stratégie planétaire : la quatrième dimension du pouvoir, au même titre que la puissance économique, politique et militaire (auxquelles la puissance informationnelle participe également). Cela va de pair avec la doctrine clintonienne de « l'élargissement démocratique ». Traduction cynique : les USA domineront le monde par Internet, CNN et les réseaux ? Qui dit cela, le sous-commandant Marcos, José Bové, le Monde Diplomatique, un baba marxiste attardé ? Non, une fois encore, les « têtes d'œuf » de la Rand Corporation<sup>17</sup> pour qui « L'information considérée comme un instrument autonome de la stratégie étatique peut contribuer au processus d'élargissement démocratique Une stratégie de l'information destinée à répandre la démocratie peut même réduire la nécessité de recourir à des pressions militaires ostensibles ou dissimulées dans le cadre d'une grande stratégie. »

---

<sup>14</sup> Arquilla J. et Ronfeldt D. *The Emergence of Noopolitik: Toward an American Information strategy*, The Rand Corporation éd., 1999, cette notion est une référence explicite à la « noosphère » de Teilhard de Chardin.

<sup>15</sup> Sur la notion de pouvoir doux voir A. Mattelart *Histoire de l'utopie planétaire*, Paris La Découverte, 1999, p351 et sq.

<sup>16</sup> George Soros, « Toward Open Societies », *Foreign Policy*, #98, Printemps 1995, pp. 65-75,

<sup>17</sup> In *Athena's camp : Preparing for Conflict in the Information Age* précité p 418 et sq., Chapitre 18 *Information, Power, And Grand Strategy*, par John Arquilla and David Ronfeldt, les pères des notions de cyberguerre et netguerre.

Certes, on ne saurait réduire les ressorts secrets de la politique américaine à ces projets, fussent-ils issus de la Rand Corporation, comme on n'ose imaginer que la nouvelle économie implique nécessairement les valeurs cyniques de l'hyperclasse, caricaturée plus haut<sup>18</sup>. Pourtant, lorsque la pensée stratégique se confond si ouvertement avec un programme de développement d'un modèle technologique, économique et politique sur la planète entière, la force de l'idéologie s'affirme plus que jamais.

---

---

<sup>18</sup> Voici sa définition par Jacques Attali : « Là où le marché et la démocratie l'emporteront, s'installera au sommet de la société un groupe social non nécessairement héréditaire que je nomme hyperclasse... Ils ne posséderont ni entreprises, ni terres, ni charges. Riches d'un actif nomade, il l'utiliseront de façon nomade, pour eux-mêmes, mobilisant promptement du capital et des compétences en des ensembles changeants, pour des finalités éphémères dans lesquelles l'État n'aura aucun rôle. » article hyperclasse in *Dictionnaire du XXI<sup>e</sup> siècle* Fayard 1998. Cette idée est empruntée à Robert Reich précité.